



EN 2007, COMME EN 2006, SE MOBILISER POUR GAGNER

Le dernier trimestre de l'année 2006 a été marqué par des mobilisations fortes et répétées des agents des Impôts ulcérés par les réformes de l'administration et dénonçant l'attitude méprisante de l'administration :

- Une pétition signée par plus de 40 000 agents,
- Deux grèves nationales massivement suivies
- Une centaine d'actions autour des CTPD/S et des JPO qui ont rassemblé pendant plusieurs semaines des milliers d'agents.

Ces actions se déroulent à la DGI et dans bon nombre d'autres secteurs et administrations (notamment financières), les conflits sociaux se développent.

En ce début 2007, aucun signe d'apaisement, encore moins de changement, n'est perceptible du côté de Bercy. Pire, sur l'avenir de la règle de l'ancienneté, qui a déclenché la forte mobilisation des agents de la DGI dès le mois d'octobre, l'administration centrale a ordonné par une note interne à ses directeurs de la supprimer pour la confection des mouvements locaux au printemps.

Et sur les autres points de la plate forme revendicative intersyndicale, le blocage perdure car la seule initiative des ministres visant à faire le point sur leur « ambition sociale » et leurs réformes dans chaque administration est à la fois très partielle au regard des préoccupations des agents et toujours aussi vide de contenu en matière de revalorisation du pouvoir d'achat.

L'intersyndicale DGI s'est réunie les 11 et 18 janvier.

Dans la continuité de son adresse aux agents datée du 19 décembre, l'intersyndicale a décidé de faire franchir un nouveau cap à la mobilisation DGI en appelant :

- à une journée de grève nationale le 8 février,
- à des rassemblements d'envergure nationale devant Bercy, à Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes et Nancy.

Dans l'unité la plus large, les syndicats de la DGI réaffirment plus que jamais leur détermination à se battre ensemble pour obtenir le retrait de la fiche n°3, le maintien de la règle de l'ancienneté et l'ouverture de négociations sur :

- Les règles de gestion
- Les rémunérations
- Les conditions de travail
- Les emplois

**LE 8 FEVRIER
TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE !**

Sur les 4 sujets de la plate forme unitaire, l'intersyndicale se bat pour obtenir des avancées concrètes et légitimes.

◆ **Règles de gestion**

Maintien de la règle de l'ancienneté pour les mouvements nationaux et locaux de mutations, priorité à la liberté de demande en lieu et place du profil et de la seule « compétence métier », affectation la plus fine possible et identification précise des emplois, révision en profondeur des méthodes de management, ...

◆ **Rémunérations**

Revalorisation des régimes indemnitaires, généralisation et intégration dans l'ACF des nouvelles primes (320 €, etc...), plan de qualifications de grande ampleur, augmentation des remboursements de frais pour couvrir toutes les dépenses engagées, ...

◆ **Conditions de travail**

Interruption de l'accumulation des réformes, bilan de celles réalisées depuis 2000, suppression du flicage et de la dictature des indicateurs, ...

◆ **Emplois**

Arrêt des suppressions d'emplois, création d'emplois de titulaires pour lutter contre la fraude et pour accueillir correctement le public, ...

En ce qui concerne les moyens d'action, l'intersyndicale décide de poursuivre et d'amplifier la mobilisation des agents en les appelant à se saisir de toutes les opportunités d'actions afin d'exprimer leur mécontentement et leur volonté de changement profond de la politique de la DGI.

En conséquence, aux niveaux national et local, les syndicats continuent de ne plus participer aux réunions institutionnelles et aux groupes de travail, et invitent les agents à se rassembler en masse devant les DSF à chaque convocation de CTP.

Le 30 janvier, l'intersyndicale DGI ne se rendra pas aux vœux du directeur général et organisera une conférence de presse nationale unitaire ce jour là dans la perspective de la grève du 8 février.

**LE 8 FEVRIER
TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE !**

Le 18 janvier 2007